

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1975-1976

26 FEVRIER 1976

Projet de loi contenant le budget des Affaires culturelles communes de l'année budgétaire 1976

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES CULTURELLES ET DE LA
POLITIQUE SCIENTIFIQUE
PAR Mme **SMITT**

Votre Commission a examiné le projet de loi au cours de sa réunion du mercredi 11 février 1976.

Le Ministre de la Culture néerlandaise a introduit la discussion par un exposé général dans lequel ont été commentés les chiffres budgétaires.

Des précisions ont été fournies au sujet du faible taux de croissance du budget.

A. Exposé du Ministre (N)

Le crédit total prévu pour les dépenses courantes du budget des Affaires culturelles communes de l'année budgétaire 1976 s'élève à 3 136,5 millions de francs contre 2 939,8 millions pour le crédit ajusté de 1975 et 2 858,3 millions pour le crédit initial de 1975.

Ont participé aux travaux de la Commission :

Membres effectifs : MM. Falize, président; Cerf, Delforge, Mme Delvaux-Gabriel, MM. Gijs, Leemans, Lepaffe, Lindemans, Paque, Spitaels, Vangronsveld, Van In, Van Nooten, Mme Verdin-Leenaers, M. Verhaegen et Mme Smitt, rapporteur.

Suppléants : MM. Bertels et Lausier.

R. A 10369

Voir :

Document du Sénat :

5-XX + ann. (1975-1976) : N° 1 : Projet de loi.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1975-1976

26 FEBRUARI 1976

Ontwerp van wet houdende de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken voor het begrotingsjaar 1976

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
CULTURELE ZAKEN EN HET
WETENSCHAPSBELEID UITGEBRACHT
DOOR Mevr. **SMITT**

Uw Commissie heeft het ontwerp van wet behandeld in haar vergadering van woensdag 11 februari 1976.

Als inleiding tot de bespreking hield de Minister van Nederlandse Cultuur een algemene uiteenzetting waarin de begrotingscijfers worden toegelicht.

Uitleg wordt verstrekt over het zwakke groeirijtm van de begroting.

A. Uiteenzetting door de Minister (N)

Het totale krediet voor de lopende uitgaven van de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken voor het begrotingsjaar 1976 beloopt 3 136,5 miljoen frank tegenover 2 939,8 miljoen frank voor het aangepast krediet 1975 en 2 858,3 miljoen frank voor 1975 initieel.

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heren Falize, voorzitter; Cerf, Delforge, Mevr. Delvaux-Gabriel, de heren Gijs, Leemans, Lepaffe, Lindemans, Paque, Spitaels, Vangronsveld, Van In, Van Nooten, Mevr. Verdin-Leenaers, de heer Verhaegen en Mevr. Smitt, verslaggever.

Plaatsvervangers : de heren Bertels en Lausier.

R. A 10369

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

5-XX + ann. (1975-1976) : N° 1 : Ontwerp van wet.

Les taux de croissance sont donc respectivement de 7 et de 10 p.c.

Ces taux plutôt modestes sont dus, entre autres, au transfert d'un important crédit aux budgets autonomes de la Culture française et de la Culture néerlandaise.

En effet, à partir de 1976, l'article 33.45 de la Section III ne comporte plus qu'un crédit de 12 millions de francs, inscrit à titre de subvention au fonds pour les relations culturelles internationales.

Ce crédit est destiné à financer les initiatives communes dans le cadre des relations culturelles internationales.

L'inscription aux budgets autonomes de crédits distincts à titre de subventions aux fonds culturels résulte d'une décision politique étendant les compétences des Conseils culturels en la matière, qui trouve son fondement juridique dans l'article 59bis, § 2, 3°, de la Constitution.

Ce transfert avait déjà été préparé en 1975 par la scission en trois sections de la dotation aux fonds culturels, c'est-à-dire par la répartition entre un secteur commun, un secteur français et un secteur néerlandais.

Dans le budget de 1976, il est à nouveau prévu à l'article 43.02 de la Section I A une subvention de 3,5 millions de francs destinée à couvrir les frais d'administration des Commissions culturelles réunies de l'Agglomération de Bruxelles.

Pour ce qui concerne leur action culturelle, les Commissions réunies peuvent en effet, en vertu de l'article 82, § 2, de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, demander aux communes une contribution à leurs dépenses.

*
**

Les dépenses de capital pour 1976 s'élèvent à 202 millions de francs, contre 370,8 millions en 1975, soit une diminution de 46 p.c.

La raison de cette diminution doit être recherchée dans les transferts de capitaux aux fonds et institutions publiques sans caractère d'entreprise et dans les octrois de crédits et participations aux entreprises :

Article 61.01 : Théâtre royal de la Monnaie; crédit de 3 600 000 francs pour le renouvellement de mobilier divers.

Article 81.01 : Radiodiffusion-Télévision Belge : Dotation au Fonds d'investissement pour le nouveau complexe (12^e tranche). Il n'a été accordé de nouvelles autorisations que jusqu'à concurrence de 159,4 millions de francs.

B. Discussion générale

Des questions ont été posées au sujet des points suivants :

1. Les Commissions culturelles réunies

— Un membre aimerait savoir où en sont les activités extérieures des Commissions culturelles réunies, attirant l'attention sur leur inaction.

De groeipercentages bedragen dus respectievelijk 7 en 10 pct.

Deze eerder kleine groeiritmes zijn onder meer te wijten aan de overheveling van een belangrijk krediet naar de autonome begrotingen van Nederlandse en Franse Cultuur.

Inderdaad, vanaf 1976 staat onder artikel 33.45 van de Sectie III nog slechts een krediet van 12 miljoen frank ingeschreven als toelage aan het fonds voor de internationale culturele betrekkingen.

Dit krediet is bestemd voor gemeenschappelijke initiatieven in het kader van de internationale culturele betrekkingen.

De inschrijving in de autonome begrotingen van afzonderlijke kredieten als toelagen voor de culturele fondsen spruit voort uit een politieke beslissing tot uitbreiding van de bevoegdheden van de Cultuurraden ter zake, die haar rechtsgrond vindt in artikel 59bis, § 2, 3°, van de Grondwet.

Deze transfer werd reeds in 1975 voorbereid door de splitsing in drie secties van de dotatie aan de culturele fondsen, nl. een gemeenschappelijke sector, een Franse sector en een Nederlandse sector.

Op de begroting 1976 is onder artikel 43.02 van de Sectie I A opnieuw een toelage van 3,5 miljoen frank voorzien voor de administratieve werkingskosten van de Verenigde Culturele Commissies van de Brusselse Agglomeratie.

Voor hun culturele werking kunnen de Verenigde Commissies, ingevolge artikel 82, § 2, van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten, de gemeenten inderdaad verplichten bij te dragen in de uitgaven verbonden aan deze werking.

*
**

De kapitaaluitgaven voor 1976 belopen 202 miljoen frank tegenover 370,8 miljoen frank in 1975, of een vermindering met 46 pct.

De reden van deze vermindering dient gezocht in de vermogensoverdrachten aan fondsen en openbare instellingen zonder bedrijfskarakter en in de kredietverleningen aan en deelnemingen in bedrijven :

Artikel 61.01 : Koninklijke Muntshouwborg; krediet van 3 600 000 frank voor de vernieuwing van allerhande meubilair.

Artikel 81.01 : Belgische Radio en Televisie : Dotatie aan het Investeringsfonds voor het nieuw gebouwencomplex (12^e gedeelte). Er werden slechts nieuwe machtigingen ten belope van 159,4 miljoen frank toegekend.

B. Algemene bespreking

Vragen werden gesteld omtrent :

1. De Verenigde Culturele Commissies

— Een lid vraagt hoe het staat met de werking naar buiten van de Verenigde Culturele Commissies en wijst op het ontbreken van activiteiten van deze Commissies.

A cet égard on peut également se demander quelles sont les activités et occupations du personnel.

— Un commissaire constate que les 3,5 millions de francs destinés à l'équipement n'ont pas été épuisés en 1975. Néanmoins, on retrouve un montant identique dans le budget de 1976.

Cela entraînera-t-il une nouvelle extension des cadres « inactifs » ?

Les communes prélèvent-elles des fonds sur leur budget pour contribuer à assurer le fonctionnement de ces Commissions ?

Le Ministre répond que le crédit de 3,5 millions de francs est également prévu pour 1976 afin de couvrir les frais de fonctionnement. Pour ce qui est du fonctionnement proprement dit, les fonds doivent être fournis par le budget des dix-neuf communes de l'agglomération bruxelloise, mais ces communes n'ont pas inscrit ce poste à leur budget.

Le Ministre fait remarquer que l'on a ainsi abouti à un cercle vicieux : les communes n'ont pas inscrit de crédit à leur budget parce qu'il n'existait pas de cadre du personnel.

D'autre part, ce cadre du personnel n'a pas été créé parce qu'on ne disposait pas de crédits de fonctionnement.

Les deux Ministres de la Culture ont voulu sortir de cette impasse en ouvrant un crédit pour la création d'un cadre du personnel.

— Un membre aimerait savoir si le Ministre continuera à tolérer que les communes ne prévoient pas de frais de fonctionnement dans leur budget. Dans l'affirmative, on peut se demander s'il ne serait pas préférable de supprimer ces frais de fonctionnement.

Le Ministre répond qu'une telle suppression est impossible : l'an dernier, les Sénateurs ont vivement insisté pour que l'on donne aux Commissions réunies les moyens d'assurer leur fonctionnement.

Les Ministres de la Culture française et de la Culture néerlandaise ont fait tout ce qui était en leur pouvoir.

Il serait difficile d'y renoncer un an plus tard. D'ailleurs, les Commissions réunies ont été créées par la loi et elles devraient donc également être supprimées par la loi. Le Ministre ne voit d'autre solution que de patienter.

— Le même membre fait observer que les budgets communaux pour 1976 sont déjà connus du Gouvernement.

On peut donc savoir quelles communes ont inscrit ou non ce poste à leur budget. L'intervenant demande au Ministre de lui dire quelles sont les mesures à prendre dans les cas où aucun crédit n'est prévu à cet effet au budget.

Le Ministre fait remarquer qu'on pourra toujours recourir aux feuillets d'ajustement.

Les reliquats éventuels pourront toujours être affectés à d'autres fins.

Un commissaire demande que la structure du cadre du personnel soit publiée dans le rapport.

Daarbij rijst de vraag welke de activiteiten en werkzaamheden zijn van het personeel.

— Een lid stelt vast dat de 3,5 miljoen frank bestemd voor de uitrusting, niet uitgeput werden in 1975. Nochtans vindt men ditzelfde bedrag terug in de begroting van 1976.

Zullen hierdoor de zogezegde niet-werkende kaders zich nog uitbreiden ?

Zullen de gemeenten uit hun begroting bijpassen voor de werking van die Commissies ?

De Minister antwoordt dat het krediet van 3,5 miljoen frank ook voor 1976 voorzien is voor de werkingskosten. Voor de eigenlijke werking moet het geld opgevraagd worden bij de negentien Brusselse gemeenten, maar deze gemeenten hebben dit in hun begroting niet opgenomen.

De Minister merkt op dat hierdoor een kringredenering ontstond : de gemeenten boekten geen inschrijving in hun begroting omdat er geen personeelskader bestond.

Anderzijds werd dit personeelskader niet ingesteld omdat men over geen werkingskredieten beschikte.

De beide Ministers van Cultuur hebben deze kringredenering willen doorbreken door een krediet ter beschikking te stellen voor een personeelskader.

— Een lid wenst te vernemen of de Minister blijft dulden dat de gemeenten geen werkingskosten in hun begroting voorzien. Zo ja, dan kan men zich afvragen of deze werkingskosten niet beter worden geschrapt.

Volgens de Minister is deze schrapping onmogelijk : verleden jaar werd door de Senatoren sterk gepleit om werkingsmogelijkheden te verschaffen aan de Verenigde Commissies.

De Ministers van Franse en Nederlandse Cultuur hebben gedaan wat in hun bevoegdheid ligt.

Het is moeilijk om dit, een jaar later, weer ongedaan te maken. Trouwens de Verenigde Commissies zijn bij wet ingesteld, en zouden dus ook bij wet moeten afgeschaft worden. De Minister ziet geen andere weg dan geduld te oefenen.

— Hetzelfde lid merkt op dat de gemeentelijke begrotingen voor 1976 door de Regering reeds gekend zijn.

Men kan dus achterhalen welke gemeenten deze post al dan niet op hun begroting hebben ingeschreven. Het lid verlangt van de Minister te vernemen welke maatregelen moeten getroffen worden indien op de begroting hiervoor geen kredieten werden ingeschreven.

De Minister merkt op dat nog steeds de mogelijkheid van bijbladen bestaat.

Eventuele overschotten kunnen altijd voor een ander doel gebruikt worden.

Door een commissielid werd gevraagd de structuur van het personeelskader in het verslag op te nemen.

Le Ministre se réfère à l'article 81, § 2, de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes.

Les Commissions disposent de leur personnel propre, notamment d'un secrétaire et d'un receveur (et en outre en vertu de l'art. 46, § 1^{er}, d'un secrétaire adjoint).

Pour le moment, seul le personnel des Commissions culturelles française et néerlandaise est occupé à temps partiel par les Commissions réunies.

2. Relations culturelles internationales

Un membre constate que les frais de fonctionnement des relations culturelles internationales sont en majeure partie financés par le budget commun.

A ce propos, l'intervenant aimerait savoir ce qu'il en est des commissariats généraux (scindés) annoncés.

Le Ministre signale que le budget des relations culturelles internationales a été transféré presque intégralement aux budgets autonomes.

Le projet de loi relatif à la coopération culturelle internationale (art. 59bis, § 2, de la Constitution) est actuellement soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

Ce texte prévoit notamment la création d'organismes d'intérêt public chargés de veiller aux relations culturelles entre les communautés culturelles et l'étranger et de les promouvoir.

3. Le Palais des Beaux-Arts

Un membre insiste pour que des mesures de protection soient prises en faveur du personnel néerlandophone et demande quand une telle initiative sera réalisée.

Le Ministre annonce que la restructuration du Palais des Beaux-Arts est en préparation et se caractérise par les éléments suivants :

un projet de loi :

— réglant la reprise du complexe immobilier par l'Etat sans bourse délier;

— transformant l'actuelle association sans but lucratif en un établissement d'intérêt public;

un projet d'arrêté royal créant un mécanisme destiné à régler l'intervention de l'Etat dans l'exploitation de l'immeuble par l'établissement d'intérêt public;

un projet de statuts définissant notamment la tâche du nouvel organisme et la représentation de l'autorité au sein du conseil d'administration.

Lors de la constitution de cet organisme, le principe de la parité linguistique et les dispositions de la loi sur le Pacte culturel du 16 juillet 1973 seront respectés.

Par ailleurs, on prépare activement la réalisation d'une restructuration complète des « associations affiliées » du Palais, à savoir :

De Minister verwijst naar artikel 81, § 2, van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten.

De Commissies beschikken over eigen personeel, inzonderheid over een secretaris en een ontvanger (en krachtens art. 46, § 1, ook over een adjunct-secretaris).

Momenteel wordt bij de Verenigde Commissies enkel het personeel van de Nederlandse en Franse Cultuurcommissie part-time tewerkgesteld.

2. Internationale culturele betrekkingen

Een lid stelt vast dat de werkingskosten van de internationale culturele betrekkingen grotendeels uit de gemeenschappelijke begroting gefinancierd worden.

In dat verband wenst het lid te vernemen hoe het staat met de aangekondigde (gesplitste) commissariaten-generaal.

De Minister deelt mede dat de begroting van de internationale culturele betrekkingen bijna integraal is overgedragen naar de autonome begrotingen.

Het ontwerp van wet betreffende de internationale culturele samenwerking (art. 59bis, § 2, van de Grondwet) is momenteel bij de Raad van State voor advies.

Dit ontwerp houdt onder meer de oprichting in van organismen van openbaar nut met als opdracht zorg te dragen voor de culturele betrekkingen tussen de cultuurgemeenschappen en het buitenland en deze te bevorderen.

3. Het Paleis van Schone Kunsten

Een lid pleit opdat beschermende maatregelen zouden worden genomen voor het Nederlandstalige personeel en vraagt wanneer dit zal gerealiseerd worden.

De Minister kondigt aan dat de restructuratie van het Paleis voor Schone Kunsten in voorbereiding is en bestaat uit volgende elementen :

een ontwerp van wet waarbij :

— de overname door de Staat met gesloten beurzen geregeld wordt van het gebouwencomplex;

— de huidige vereniging zonder winstoogmerk omvormd wordt tot een instelling van openbaar nut;

een ontwerp van koninklijk besluit waarbij een mechanisme wordt ingesteld tot regeling van de tussenkomen van het Rijk in de exploitatie van het onroerend goed door de instelling van openbaar nut;

een ontwerp van statuten, met onder meer de omschrijving van de taak van de nieuwe instelling en de vertegenwoordiging van de overheid in de raad van beheer.

Bij deze samenstelling zullen het principe van de taalpariteit en de bepalingen van de Cultuurpactwet van 16 juli 1973 geëerbiedigd worden.

Er is bovendien een regeling in de maak voor een volledige herstructurering van de « aangesloten verenigingen » van het Paleis, met name :

1. Exploration du monde — Ontdek de wereld;
2. A.D.A.C. — V.A.C.;
3. Société philharmonique — Filharmonische Vereniging.
4. *Patrimoine architectural de Bruxelles*

Un commissaire rappelle que ce patrimoine intéresse à la fois les Wallons et les Flamands. Mais la question est de savoir si le budget à l'examen peut, comme tel, répondre à cette préoccupation commune.

Il ajoute que le crédit prévu à cet effet est fort modeste.

Le Ministre reconnaît que ce montant est en effet assez réduit et qu'il faudra le compléter à charge des budgets autonomes.

Un membre aimerait savoir s'il existe des clés de répartition objectives pour déterminer la quote-part à verser en l'occurrence par chacun des deux départements de la Culture.

Le Ministre déclare que le budget des Affaires culturelles communes ne prévoit pas de dépenses de capital dissociées.

Les deux Ministres de la Culture sont toutefois convenus d'inscrire à partir de 1976, dans leur budget autonome, des crédits équivalents sous des lettres distincts pour Bruxelles-Capitale; en conséquence, chacun de ces budgets prévoira 12,5 millions de francs pour la restauration d'édifices et monuments classés.

Le commissaire en conclut qu'une restauration pourra être bloquée par un seul des Ministres compétents.

La rénovation urbaine relève de la compétence des communes. La Commission aimerait que le Ministre lui précise si ce sont les Conseils culturels ou les Conseils régionaux qui sont compétents en la matière.

Le Ministre répond que le classement et la restauration des monuments sont du ressort des Conseils culturels.

5. *Musée d'Art moderne de Bruxelles*

Le Musée d'Art moderne est un musée de l'Etat et relève de la compétence du département des Travaux publics. Ce sont donc les services de ce Ministère qui sont chargés d'établir le dossier d'adjudication et les travaux sont financés par des crédits inscrits au budget des Travaux publics.

Un membre demande où en est l'exécution des plans de construction.

Le Ministre répond que les difficultés d'ordre architectural ont été résolues.

Le plan définitif prévoit l'édification d'un bâtiment moderne derrière des façades de style ancien.

6. *Etudiants étrangers*

Un membre fait remarquer que le Chapitre III de la loi-programme (législation universitaire - modification de

1. Ontdek de wereld — Exploration du monde;
2. V.A.C. — A.D.A.C.;
3. Filharmonische Vereniging — Société philharmonique.
4. *Stedebouwkundig erfgoed te Brussel*

Een commissielid stipt aan dat dit erfgoed een gemene zorg van Vlamingen en Walen is. De vraag rijst of deze begroting de uitvoering aldus kan verzekeren.

Tevens wordt opgemerkt dat het hiervoor uitgetrokken krediet zeer gering is.

De Minister geeft toe dat dit bedrag inderdaad laag ligt, en dient aangevuld door de autonome begrotingen.

Om de bijdragen van de beide cultuur-departementen op dat vlak te bepalen wenst men te weten of er objectieve verdeelsleutels bestaan.

De Minister verklaart dat op de begroting van gemeenschappelijke culturele zaken geen gesplitste kapitaaluitgaven worden ingeschreven.

Beide Ministers van Cultuur hebben zich evenwel akkoord verklaard vanaf 1976 op hun autonome begroting onder afzonderlijke litterae gelijke kredieten in te schrijven voor Brussel-Hoofdstad, d.w.z. op elke begroting 12,5 miljoen frank voor de herstelling van gerangschikte gebouwen en monumenten.

Door het lid wordt daaruit het besluit getrokken dat een restauratie kan geblokkeerd worden door één van de bevoegde Ministers.

De stadskernhervorming behoort tot de bevoegdheid van de gemeenten. De Commissie wenst van de Minister te vernemen of de Cultuurraden dan wel de Gewestraden hierin bevoegd zijn.

Voor het klasseren en restaureren van monumenten zijn de Cultuurraden bevoegd, aldus de Minister.

5. *Museum voor Moderne Kunst te Brussel*

Het museum voor Moderne Kunst is een Rijksmuseum en valt onder de bevoegdheid van het departement van Openbare Werken. De diensten van dit Ministerie staan dus in voor het opmaken van het aanbestedingsbundel en de werken worden bekostigd met kredieten op de begroting van Openbare Werken.

De vraag wordt gesteld hoe ver men staat met de uitvoering van de bouwplannen.

Volgens de Minister hebben de moeilijkheden op het vlak van de architectuur een oplossing gekregen.

Het definitieve plan voorziet een moderne bouw achter oude gevels.

6. *Buitenlandse studenten*

Een lid merkt op dat Hoofdstuk III van de programma-wet (universitaire wetgeving - wijziging van de wet van

la loi du 27 juillet 1971) implique que les frais de fonctionnement consentis, dans le cadre et les limites des accords culturels, en faveur des ressortissants des pays avec lesquels la Belgique a conclu de tels accords, seront inscrits au budget de la Culture.

Il demande quel est exactement le budget visé et si les crédits nécessaires y ont été prévus.

Le Ministre précise qu'à partir de 1976, les dotations aux fonds culturels sont inscrites aux budgets autonomes (à l'exception d'une quotité commune qui ira en décroissant). Les frais de fonctionnement en faveur des boursiers seront également inscrits à ces mêmes budgets (et donc inclus dans les dotations culturelles).

Avec l'accord des Ministres de l'Education nationale, il a été convenu qu'à l'entrée en vigueur de la loi, les crédits requis seraient transférés de leurs budgets aux budgets culturels.

7. R.T.B. — B.R.T.

Un membre aimerait savoir si le budget des Affaires culturelles communes tient déjà compte du projet de loi contenant les dispositions relatives au service public de radiodiffusion et de télévision et supprimant les services communs.

Le Ministre fait observer que le budget est toujours basé sur la situation existante : la dotation commune a été arrêtée en fonction des besoins de l'Institut des services communs pour l'année 1976.

Quant au programme d'investissement, il s'agit d'un crédit de 2 092,9 millions de francs.

Le programme d'investissement déposé par la R.T.B.-B.R.T. prévoyait des investissements communs aux deux Instituts d'émission (816 millions de francs) : construction de studios musicaux au Centre de radiodiffusion, construction d'antennes pour ondes courtes à destination de l'Afrique centrale et renouvellements divers au centre émetteur de Wavre.

Les investissements pour l'Institut des émissions françaises (380,6 millions de francs) comportent des investissements pour le développement des moyens de production du Centre de radiodiffusion, des investissements pour les centres de production de Mons et d'Arlon, pour l'acquisition de cars de reportage et de captation pour la télévision, pour les émetteurs en F.M. de Wavre, Anderlues, Rivière et Froidmont, pour le renouvellement de l'émetteur d'ondes moyennes d'Houdeng, pour le renouvellement d'installations de relais hertziens, pour divers travaux et équipements en vue de l'adaptation des installations à l'évolution technologique.

Les investissements pour l'Institut des émissions néerlandaises (506,3 millions de francs) comportent des investissements pour le renouvellement d'installations au Théâtre américain, pour des investissements supplémentaires au Centre de radiodiffusion, pour des cars de reportage et de captation pour la radio et la télévision, pour des installations de manipulation de films, pour le remplacement et pour l'extension des installations de relais hertziens, pour la station

27 juli 1971) inhoudt dat de werkingskosten, toegekend aan personen, die onderhorigen zijn van de landen met wie België dergelijke akkoorden heeft afgesloten, op de culturele begroting zullen worden ingeschreven.

Hetzelfde lid vraagt welke begroting er bedoeld wordt en of deze kredieten voorzien zijn.

De Minister legt uit dat de dotaties vanaf 1976 aan de culturele fondsen staan ingeschreven op de autonome begroting (met uitzondering van een verder afgebouwd gemeenschappelijk deel). De werkingskosten voor de beursstudenten zullen ook ingeschreven worden op de eigen begrotingen (dus begrepen in de culturele dotaties).

In afspraak met de Ministers van Nationale Opvoeding werd bepaald dat bij het in voege treden van de wet, de vereiste kredieten van deze begrotingen zouden overgedragen worden naar de cultuurbegrotingen.

7. B.R.T. — R.T.B.

Men wenst te vernemen of de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken reeds rekening houdt met het ontwerp van wet houdende de bepalingen betreffende de openbare radio- en televisiediensten, waarbij de gemeenschappelijke diensten worden opgeheven.

Opgemerkt wordt door de Minister dat de begroting steeds uitgaat van de bestaande toestand : de gemeenschappelijke dotatie werd opgesteld op basis van de behoeften van het gemeenschappelijk instituut voor het jaar 1976.

Wat betreft het investeringsprogramma gaat het hier over 2 092,9 miljoen frank.

Het investeringsprogramma dat door B.R.T.-R.T.B. werd ingediend voorzag gemeenschappelijke investeringen voor beide uitzendingsinstituten (816 miljoen frank) : bouw van muziekstudio's in het Omroepcentrum, bouw van kortegolfantennes voor Centraal-Afrika en diverse vernieuwingen in het zendcentrum te Waver.

De investeringen voor het Instituut van de Franse uitzendingen (380,6 miljoen frank) betreffen investeringen voor bijkomende produktiemiddelen voor het Omroepcentrum, voor investeringen voor de radioproduktiecentra van Bergen en Aarlen, voor aankoop van reportage- en opnamewagens voor de televisie, voor F.M.-zenders voor Waver, Anderlues, Rivière en Froidmont, voor vernieuwing van middengolfzender te Houdeng, voor vernieuwing van straalverbindinginstallaties, voor diverse investeringen met het oog op de aanpassing van de installaties aan de technologische evolutie.

De investeringen ten behoeve van het Instituut van de Nederlandse uitzendingen (506,3 miljoen frank) betreffen investeringen voor de vernieuwing van installaties in het Amerikaanse Theater, voor bijkomende investeringen in het Omroepcentrum, voor reportage- en opnamewagens voor radio en televisie, voor installaties voor filmbehandeling, voor vervanging en uitbreiding van de straalverbindinginstallaties, voor T.V.-zendstation voor Noord-Limburg

émettrice de télévision dans le nord du Limbourg (deux émetteurs), pour des investissements divers en vue de l'adaptation des installations de production et d'émission à l'évolution technologique.

Ce programme fut complété par un montant de 250 millions de francs qui, à défaut de garantie, n'avait pu être retenu dans le programme de 1975, et par un montant de 140 millions de francs pour la révision des prix d'engagements contractés avant 1975 à la charge du Fonds d'investissement.

Au total, les Instituts avaient donc prévu un montant de 2 092,9 millions de francs pour les investissements de 1976.

Le Gouvernement ayant décidé de fixer le programme des investissements pour 1976 sur la base du montant de 1975, le programme des investissements de 1976 fut fixé à 1 518 millions de francs.

Le programme prévu par les Instituts fut donc réduit de 574,9 millions de francs.

Compte tenu toutefois des retards qui se produisent régulièrement dans les travaux et les commandes, cette réduction n'entraînera probablement pas de difficultés insurmontables; d'autant plus qu'il doit être possible de reporter à 1977 une partie des engagements.

En ce qui concerne les emprunts, il y a un problème supplémentaire.

Il a été indiqué ci-dessus qu'un montant de 250 millions de francs a été reporté de 1975 à 1976 parce qu'il n'y avait plus de garantie de l'Etat prévue pour les emprunts de la R.T.B.-B.R.T. Une nouvelle loi de garantie est donc nécessaire.

Un projet de loi a été élaboré pour autoriser la R.T.B.-B.R.T. à contracter des emprunts sous la garantie de l'Etat au cours de la période de 1976 à 1980 (pour un montant total de 4 950 millions de francs).

Ce projet de loi qui a déjà été soumis au Roi et approuvé par le Conseil des Ministres sera transmis incessamment au Parlement.

Le vote de ce texte est urgent puisqu'il est nécessaire pour entamer le programme des investissements.

Aussi les deux Ministres de la Culture apprécieraient-ils au plus haut point que la Commission veuille accorder la priorité à l'examen de ce projet de loi.

8. UNESCO

Un membre fait remarquer que le budget prévoit un montant de 29 millions de francs pour le fonctionnement de l'Unesco, qui vient d'adopter une motion raciste anti-juive.

Il aimerait connaître la position de la Belgique devant ce fait.

Il voudrait également savoir quels sont les programmes de l'Unesco auxquels participe la Belgique.

(twee zenders), voor diverse investeringen met het doel de produktie- en zendinstallaties aan te passen aan de technologische evolutie.

Dit programma werd aangevuld met een bedrag van 250 miljoen frank dat in het programma 1975 bij gebrek aan waarborg niet kon aangehouden worden en met een bedrag van 140 miljoen frank voor prijsherzieningen van verbintenissen die vóór 1975 ten laste van het Investeringsfonds werden aangegaan.

In totaal werd dus door de Instituten voor de investeringen 1976 een bedrag van 2 092,9 miljoen frank voorzien.

Aangezien de Regering beslist had het investeringsprogramma voor 1976 vast te stellen op basis van het bedrag van 1975 werd investeringsprogramma 1976 op 1 518 miljoen frank bepaald.

Het door de Instituten voorziene programma werd dus met 574,9 miljoen frank verminderd.

Rekening houdend met de vertragingen die zich bij werken en bestellingen regelmatig voordoen zal deze vermindering echter waarschijnlijk geen onoverkomelijke moeilijkheden meebrengen; te meer daar het moet mogelijk zijn een deel van de vastleggingen naar 1977 te verschuiven.

Wat de leningen betreft is er nog een bijkomend probleem.

Hierboven werd vermeld dat een bedrag van 250 miljoen frank van 1975 naar 1976 werd overgebracht omdat er geen staatswaarborg meer voorzien was voor leningen voor B.R.T.-R.T.B. Een nieuwe waarborgwet is dus noodzakelijk.

Een ontwerp van wet werd opgemaakt om B.R.T.-R.T.B. te machtigen om gedurende de periode 1976-1980 onder staatswaarborg leningen af te sluiten. (Voor een totaalbedrag van 4 950 miljoen frank.)

Dit ontwerp van wet werd reeds aan de Koning voorgelegd en door de Ministerraad goedgekeurd, het zal eerstdaags aan het Parlement worden bezorgd.

De goedkeuring van dit ontwerp van wet is dringend daar ze noodzakelijk is om het investeringsprogramma aan te vatten.

De beide Ministers van Cultuur zouden het dan ook ten zeerste op prijs stellen indien deze Commissie dit ontwerp van wet bij voorrang zou willen onderzoeken.

8. UNESCO

Door een lid wordt opgemerkt dat op de begroting een bedrag van 29 miljoen frank werd ingeschreven voor de werking van de Unesco en dat de Unesco een anti-joodse rassistische motie heeft aangenomen.

Het lid wenst te vernemen welke houding België aanneemt tegenover dit feit.

Tevens zou het graag vernemen aan welke Unesco-programma's België deelneemt.

Le Ministre rappelle que la Belgique, tout comme les autres pays occidentaux, a voté contre cette motion. Néanmoins, elle applique strictement les conventions culturelles existantes, qu'elles concernent les Juifs ou les Arabes.

Le Gouvernement n'estime pas que la Belgique doive quitter l'Unesco à cause de cette motion.

Le Ministre donne alors l'aperçu demandé des programmes réalisés en collaboration avec l'Unesco.

Jusqu'en juillet 1974, le Secrétariat de la Commission nationale de l'Unesco était établi à l'Administration des Relations culturelles internationales du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise.

La Commission fut ensuite rattachée au Ministère des Affaires étrangères, où l'on peut également obtenir des renseignements utiles. On trouvera encore des indications intéressantes sur la participation de l'Administration des Relations culturelles internationales aux activités de l'Unesco dans les rapports annuels de 1972 et 1973 publiés par cette Administration.

M. M. Van Ussel, délégué permanent de la Belgique à l'Unesco, dispose d'un important secrétariat à Paris. Cet ambassadeur pourrait donner d'utiles renseignements sur ses activités.

Il a en outre été élu membre du Conseil exécutif, où il représente la Belgique.

La Belgique participe régulièrement aux réunions de l'Unesco organisées à l'étranger et consacrées à l'éducation, aux sciences ou à la culture.

L'Administration des Relations culturelles internationales recrute chaque année un certain nombre d'experts, qui seront affectés à des postes à l'étranger.

Le Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise a projeté un certain nombre d'activités pour 1976.

De plus, il y a une étroite collaboration entre l'Administration des R.C.I. et la Feduc (Fédération des Centres Unesco), qui ont organisé ensemble les activités suivantes :

— du 1^{er} au 5 janvier : participation de membres de la Feduc à la « Christmas Conference » annuelle qui s'est tenue à Londres;

— Comme chaque année, un week-end d'étude est organisé pour les membres de la Feduc.

— Du 9 au 14 avril, organisation à Tronchiennes près de Gand d'Euraspro II, dont le programme comporte les points suivants :

1. Documentation et information dans le cadre de la compréhension internationale.
2. L'école et la communauté.

Des participants de tous les pays européens sont invités à ce congrès.

De Minister herinnert eraan dat België samen met de andere Westerse landen tegen deze motie heeft gestemd. Het heeft de culturele verdragen echter stipt toegepast op deze nu op de Joden of op de Arabieren betrekking hebben.

De Regering is van oordeel dat België omwille van die motie niet uit de Unesco moet treden.

Hieronder vermeld het gevraagde overzicht van de programma's in samenwerking met de Unesco.

Tot juli 1974 was het Secretariaat van de Nationale Belgische Unesco-Commissie gevestigd op de Internationale Culturele Betrekkingen van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur.

Nadien werd de Commissie ondergebracht bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken waar eveneens nuttige inlichtingen kunnen worden bekomen. Nuttige gegevens omtrent de deelname van de Internationale Culturele Betrekkingen aan de werkzaamheden van de Unesco vindt men eveneens in de jaarverslagen 1972 en 1973 uitgegeven door het Bestuur voor Internationale Culturele Betrekkingen.

De heer M. Van Ussel, bestendig afgevaardigde van België bij de Unesco beschikt te Parijs over een uitgebreid Secretariaat. Genoemde ambassadeur zou nuttige gegevens kunnen geven over zijn werkzaamheden.

Hij werd bovendien voor wat België betreft tot lid van de Uitvoerende Raad verkozen.

België neemt regelmatig deel aan de Unesco-vergaderingen die georganiseerd worden in het buitenland op gebied van opvoeding, wetenschappen en cultuur.

Door de dienst Internationale Culturele Betrekkingen worden er jaarlijks een aantal experten gerecruteerd voor het bekleden van posten in het buitenland.

Voor 1976 werden er door het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur een aantal activiteiten gepland.

Verder is er een nauwe samenwerking tussen de dienst I.C.B. en de Feduc (Federatie Unesco-Centra) die samen volgende activiteiten organiseren :

— 1 tot 5 januari deelname van leden van de Feduc aan de jaarlijkse « Christmas Conference » die plaatsvond te Londen;

— Zoals ieder jaar wordt er een studieweekend georganiseerd voor de leden van Feduc.

— Van 9 tot 14 april wordt Euraspro II georganiseerd te Drongen bij Gent met volgende programmapunten :

1. Documentatie en informatie in het kader van de internationale verstandhouding.
2. Doorstroming van de invloed van de school op de gemeenschap.

Op dit congres worden deelnemers uit alle Europese landen uitgenodigd.

La Feduc publie tous les deux mois la revue « Koeriertje », qui traite des activités de l'Unesco, donne des informations et contient d'autres communications de la Feduc.

La Belgique reçoit tous les deux ans, dans le cadre du programme de participation de l'Unesco, des subventions pour l'organisation d'activités internationales sur son territoire; il s'agit notamment de réunions, de rencontres d'études et de la traduction de brochures de l'Unesco en néerlandais.

Pour le programme de participation 1974-1975, l'Unesco avait retenu les activités suivantes :

— Le Centre national belge du film pour la jeunesse a organisé en septembre 1975 un congrès international bénéficiant de l'aide de l'Unesco et auquel étaient invités des représentants des pays en voie de développement.

— Un certain nombre de réunions ont également été organisées dans le cadre d'études communes portant sur la culture, la coordination étant assurée par la Belgique.

— Bruges : 1^{er}-4 septembre 1975 : besoins et aspirations culturels.

— Bruxelles : 14-16 octobre 1975 : la formation d'animateurs et administrateurs culturels.

— Bruges : 13-15 novembre : les agents de l'action culturelle - décentralisation.

9. Divers

Des précisions sont demandées sur les points suivants :

* ART. 33.48

Il s'agit de « Mudra » ou Centre européen de formation supérieure et de recherche pour les interprètes théâtraux. C'est une A.S.B.L. qui collabore avec le Théâtre royal de la Monnaie et est placée sous la direction de Maurice Béjart.

Elle constitue un centre de perfectionnement pour les danseurs, où ils améliorent leur jeu théâtral et développent leurs possibilités vocales.

Toutes les formes d'expression du théâtre de l'avenir y sont pratiquées.

L'enseignement, qui est gratuit, s'étend sur trois années et comprend notamment le yoga, la danse classique et moderne, le chant et la technique vocale, le rythme et la percussion, ainsi que la peinture des décors.

Le travail de recherche est dirigé par M. Maurice Béjart.

* ART. 33.50

Il s'agit de « Clearing House », qui est un centre d'information pour le planning et l'exercice du sport pour tous; son but est de rassembler et de diffuser systématiquement tous les renseignements utiles en la matière.

Door de Feduc wordt er om de twee maanden het « Koeriertje » uitgegeven waarin de Unesco-activiteiten, informatie en andere Feduc-mededelingen gegeven worden.

België krijgt om de twee jaar, in het kader van het deelnameprogramma van Unesco toelagen voor het organiseren in België van activiteiten op internationaal vlak o.a. vergaderingen, studiebijeenkomsten, vertalen van Unesco-brochures in het Nederlands.

Voor het deelnameprogramma 1974-1975 werden er door Unesco volgende activiteiten weerhouden :

— Het Nationaal Belgisch Centrum voor film en jeugd heeft in de maand september 1975 een internationaal congres georganiseerd met Unesco steun en waarop deelnemers uit de ontwikkelingslanden uitgenodigd werden.

— Een aantal vergaderingen werden eveneens georganiseerd in het kader van de gemeenschappelijke studies op gebied van cultuur en waarvoor België de coördinatie op zich genomen heeft.

— Brugge : 1-4 september 1975 : culturele noden en aspiraties.

— Brussel : 14-16 oktober 1975 : de vorming van culturele animators en administrateurs.

— Brugge : 13-15 november : de agenten van de culturele actie-decentralisatie.

9. Varia

Nadere uitleg wordt gevraagd over :

* ART. 33.48

Het betreft « Mudra » of het Europese Centrum voor Hogere Opleiding en Navorsing voor Theatervolkeren. Het is een V.Z.W. die samenwerkt met de Koninklijke Munt- en Schouwburg en onder leiding staat van Maurice Béjart.

Het is een Centrum waar dansers vervolmaakt worden, hen het theatraal spel bijgebracht wordt en hun vocale mogelijkheden worden ontwikkeld.

Alle uitdrukkingvormen van het toekomstig theater worden er beoefend.

Het gratis onderwijs is over drie jaar gespreid en omvat o.m. yoga, klassieke en moderne dans, zang en stemvorming, ritme en percussie, decor-schilderkunst.

Het onderzoekswerk wordt geleid door de heer Maurice Béjart.

* ART. 33.50

Het betreft « Clearing House ». Dit is een voorlichtingscentrum voor de planning en de beoefening van de sport door allen; doel ervan is alle nuttige inlichtingen ter zake systematisch te verzamelen en te verspreiden.

Il fut créé le 10 septembre 1973 sous forme d'A.S.B.L. de droit belge. Ses statuts ont été publiés aux annexes du *Moniteur belge* du 3 janvier 1974.

C'est la seule organisation placée sous les auspices du Conseil de l'Europe.

* ART. 33.51

Il s'agit d'Europalia, A.S.B.L. autonome ayant son siège au Palais des Beaux-Arts et chargée des négociations, de la programmation et du financement que requiert une biennale organisée dans différentes villes du pays.

* Un membre attire l'attention sur le fait que l'intitulé de l'article 01.04 de la section V ne semble pas correspondre au contenu dudit article. En effet, la comparaison du montant des crédits 1975 et 1976 fait apparaître que rien n'est prévu pour la programmation sociale. Dès lors, ne faudrait-il pas revoir la rédaction de cet intitulé afin qu'il corresponde à la réalité ?

Le Ministre répond comme suit :

Ce libellé figure également dans les budgets d'autres départements et est repris chaque année.

Lors de l'élaboration des propositions budgétaires pour l'année 1976, il n'y avait aucune raison de le modifier.

Il n'en existe pas davantage actuellement, car les propositions sont valables pour toute l'année 1976 et l'on ignore pour l'instant comment évoluera une programmation sociale éventuelle.

Il convient dès lors de conserver le libellé en usage.

Le montant prévu de 67,3 millions de francs ne constitue qu'une première tranche pour 1976.

Les 150 millions de francs pour l'année budgétaire 1975 représentent le crédit ajusté, c'est-à-dire que celui-ci comprend la somme inscrite au feuillet.

Un montant complémentaire sera inscrit, en fonction des nécessités, au feuillet d'ajustement pour 1976.

Votes

Les articles et l'ensemble du projet de loi ont été adoptés par 9 voix contre 3.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 12 membres présents.

Le Rapporteur,
Cl. SMITT

Le Président,
P. FALIZE

Het werd opgericht op 10 september 1973 als een vereniging zonder winstoogmerk naar Belgisch recht. De statuten zijn verschenen in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad* van 3 januari 1974.

Het is de enige organisatie die werkt onder de auspiciën van de Raad van Europa.

* ART. 33.51

Het betreft Europalia : een autonome V.Z.W. in het Paleis voor Schone Kunsten. Haar taak bestaat in het voeren van onderhandelingen, de programmatie en de financiering van een tweejaarlijks festival dat zich uitstrekt over verschillende steden van het land.

* De aandacht wordt erop gevestigd dat het opschrift van artikel 01.04 van sectie V niet overeen te brengen is met de inhoud van het artikel. Uit de vergelijking van het bedrag van de kredieten voor 1975 en 1976 blijkt immers dat niets is voorzien voor de sociale programmatie. Moet de tekst van het artikel derhalve niet worden gewijzigd ten einde hem te doen overeenstemmen met de werkelijkheid ?

De Minister antwoordt als volgt :

Deze libellering komt eveneens voor in begrotingen van andere departementen en wordt jaarlijks overgenomen.

Bij het opmaken van de begrotingsvoorstellen voor het jaar 1976 waren er geen redenen voorhanden om deze libellering te wijzigen.

Thans zijn die er evenmin omdat de voorstellen gelden voor gans het jaar 1976 en de evolutie in verband met een eventuele sociale programmatie thans onbekend is.

De continuïteit van de gebruikte libellering dient dus behouden.

Het thans ingeschreven bedrag van 67,3 miljoen frank is slechts een eerste schijf voor het jaar 1976.

De 150 miljoen frank voor het begrotingsjaar 1975 zijn het aangepast krediet, dit wil zeggen met inbegrip van het bijblad.

In het aanpassingsblad 1976 zal, naargelang van de noodwendigheden, een aanvullend bedrag worden ingeschreven.

Stemmingen

De artikelen en het geheel van het ontwerp van wet worden aangenomen met 9 tegen 3 stemmen.

Dit verslag is eenparig goedgekeurd door de 12 aanwezige leden.

De Verslaggever,
Cl. SMITT

De Voorzitter,
P. FALIZE